

Arrêté

**Portant mise en demeure relative à l'exploitation d'une installation de fabrication de batteries
par la société SAFT SAS sur la commune de Bordeaux**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU le code de l'environnement, son titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VII du livre I^{er} relatif aux contrôles et sanctions, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.514-5 et R.511-9 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment sa section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre (articles 16 à 23) ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2002 modifié portant autorisation de l'installation classée exploitée par la société SAFT à Bordeaux ;

VU le rapport de vérification complète du 14 novembre 2024 des installations de protection foudres réalisé par Bureau Veritas ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenus à l'encontre de l'exploitant, faisant suite à l'inspection réalisée le 19 novembre 2025, transmis à l'exploitant le 3 décembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 3 décembre 2025 ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 18 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi qu'il est détaillé dans le rapport de l'inspection des installations classées du 3 décembre 2025, l'exploitant ne respecte pas les prescriptions réglementaires qui lui incombent ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 19 novembre 2025 a montré que les dispositifs de protection contre la foudre ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, notamment :

- l'article 18 portant sur la mise à jour de l'analyse du risque foudre ;
- l'article 21 portant sur les remises en état consécutives aux vérifications des installations ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité constitue un écart réglementaire susceptible de générer une augmentation notable des risques représentés par l'établissement ;

CONSIDÉRANT que le délai réglementaire pour effectuer les remises en état nécessaires à la suite des vérifications des installations est fixé à un mois par l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé dans son courrier de réponse du 18 décembre 2025 susvisé à mener les actions nécessaires dans les délais fixés ci-dessous ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société SAFT de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

A R R Ê T E

Article 1. Champ de la mise en demeure

La société SAFT, dont le siège social est sis 26 quai Charles Pasqua 92300 LEVALLOIS-PERRET, est mise en demeure de respecter :

- sous un mois, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié en réalisant les actions nécessaires pour remettre en état des dispositifs de protection contre la foudre au regard des non conformités relevés notamment dans le dernier rapport de vérification complète des installations protection susvisé ;
- sous 3 mois, l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié en actualisant l'analyse du risque foudre (ARF) du site.

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant la mise en conformité.

Article 2. Inobservation de la mise en demeure

En cas d'inobservation de la mise en demeure au-delà des échéances mentionnées à l'article 1 du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement pourront être appliquées.

Article 3. Délais et voies de recours

Conformément à l'article **L.171-11 du Code de l'Environnement**, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R421.1 du Code de Justice Administrative**, cette décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de BORDEAUX, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>.

Article 4. Information des tiers

Conformément à l'article R171-1 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet (<http://www.gironde.gouv.fr>) de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société SAFT SAS.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Bordeaux,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le
Pour le Préfet et par délégation
Le Préfet
le Secrétaire Général

24 DEC. 2025

François DRAPE